

Henrik Enderlein « S'il y avait un vote, une majorité très solide de députés allemands voteraient en faveur des euro-obligations »

Article paru dans l'édition du 25.08.11

L'économiste Henrik Enderlein explique pourquoi il faut mutualiser la dette européenne

Enseignant à la Hertie School of Governance de Berlin, conseiller du Parti social-démocrate (SPD), Henrik Enderlein, 36 ans, est un économiste très présent dans le débat allemand. Il est favorable aux euro-obligations.

En Allemagne, les chrétiens-démocrates (CDU) et le Parti libéral (FPD) s'opposent aux euro-obligations alors que le SPD et les Verts sont pour. Les euro-obligations sont-elles de gauche ?

Non, elles sont européennes. Le paysage politique allemand est plus complexe qu'il n'y paraît. A droite, il n'y a pas que des opposants. Nombre d'élus de la CDU au Parlement européen sont favorables aux eurobonds. A gauche, il y a de nombreux soutiens mais aussi des voix critiques.

Quels sont les avantages des euro-obligations ?

Elles constituent une solution efficace pour résoudre nos problèmes. La Grèce et sans doute le Portugal et peut-être l'Irlande sont en banqueroute souveraine. Nous n'allons pas résoudre leurs problèmes seulement avec un plan d'austérité, car cela entraînerait une récession qui affecterait l'Espagne, l'Italie, voire la France puis l'Allemagne. Obliger ces pays à quitter la zone euro est irréaliste politiquement et économiquement.

Pour diminuer la dette de ces Etats sans trop mettre en danger les banques, je propose d'échanger deux obligations grecques contre une euro-obligation. Les détenteurs de dette grecque perdraient 50 % de leur avoir, mais recevraient en échange des obligations très solides. Pour éviter la contagion, on pourrait aussi proposer aux détenteurs de dettes d'autres pays européens de les échanger contre des euro-obligations avec des taux différents des taux grecs.

Y a-t-il des inconvénients ?

Il y a des contreparties. Ces Etats, qui bénéficieraient d'un transfert de crédibilité, transféreraient une partie de leur souveraineté au niveau européen. Il n'est pas logique que l'Irlande, qui a un impôt sur les sociétés très faible, reçoive de l'argent de la zone euro... Il faut un saut qualitatif de l'intégration européenne. Les politiques économique et budgétaire des pays doivent faire partie d'un ensemble européen. Il est donc essentiel d'avoir un ministre européen des finances comme le préconise Jean-Claude Trichet [*le président de la Banque centrale européenne, BCE*]. Nicolas Sarkozy et Wolfgang Schäuble [*le ministre des finances allemand*] disent qu'il faut commencer par l'intégration européenne et que les eurobonds ne peuvent venir que dans un second temps. Ce serait plus logique, mais la crise nous oblige à faire l'inverse pour préserver la zone euro. Il faut faire les deux simultanément.

Des économistes disent que ces eurobonds coûteraient des dizaines de milliards à l'Allemagne...

Leur calcul est étonnant. Ils ne regardent que les coûts à court terme sans calculer combien coûterait la dissolution de la monnaie unique ou une continuation de la crise. De plus, rien ne dit que les taux d'intérêt des euro-obligations seraient bien plus élevés que ceux payés aujourd'hui par la France et l'Allemagne, car elles

constitueraient un marché très liquide et renforceraient le rôle international de l'euro. Les Allemands, qui ne comprennent pas que les problèmes de nos voisins sont nos problèmes, ont une vision bien trop nationale et passéiste de notre économie.

La BCE a-t-elle raison de racheter des obligations italiennes ou espagnoles ?

Quand le bâtiment est en flammes, il faut éteindre l'incendie. L'Italie est victime non de méchants spéculateurs mais d'investisseurs rationnels qui font davantage confiance à l'Allemagne mais qui, se faisant, l'empêchent de se refinancer à des taux corrects. Mais si les taux italiens s'envolent, le pays ne peut plus financer le Fonds européen de stabilité financière [FESF] et, comme il n'est pas certain que les autres pays puissent prendre le relais, c'est toute la zone euro qui serait en danger. Donc, la BCE a raison d'utiliser les portes coupe-feu dont elle dispose.

Combien de temps la BCE peut-elle agir contre l'avis de Berlin qui siège à son conseil des gouverneurs ?

La BCE est européenne et n'agit pas dans l'intérêt de tel ou tel Etat. Ceux qui la critiquent n'ont pas de solution constructive. Je me demande parfois si la Bundesbank [*banque centrale*] n'agit pas davantage par réflexe pavlovien que par pure raison économique. Il ne faut pas oublier que la «Buba» est subordonnée à la BCE.

L'Allemagne est-elle eurosceptique ?

Non, mais il faut faire preuve d'un réel leadership pour convaincre la population. Pendant que la gauche a envoyé un signal pro-européen très clair, c'est à la droite de se repositionner. Aujourd'hui, s'il y avait un vote au Parlement, une majorité solide de députés plébisciteraient des eurobonds.

Propos recueillis par Frédéric Lemaître